

"La sécurité dans l'ouverture"

Autor(en): **Mathey, René**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Action : Zivilschutz, Bevölkerungsschutz, Kulturgüterschutz = Protection civile, protection de la population, protection des biens culturels = Protezione civile, protezione della popolazione, protezione dei beni culturali**

Band (Jahr): **49 (2002)**

Heft 6

PDF erstellt am: **21.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-369541>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

LE 19 SEPTEMBRE SUR LE PLATEAU DE LA SCÈNE DE MEYRIEZ/MORAT

«La sécurité dans l'ouverture»

L'information au centre



Ed Plaughter,
Fire Chief du Arlington
County Fire Dept.

ceux du terrorisme, ceux-là mêmes qui se cachent derrière des intégrismes de tout poil – religieux, économiques, etc. – et qui donnent le frisson. Enfin, tout en se réjouissant de l'entrée de la Suisse à l'ONU, il est d'avis que cette nouvelle position obligera notre pays à prendre des positions plus claires: «La Suisse doit être au service de la communauté internationale; nous ne sommes plus de simples spectateurs, nous sommes des acteurs.»

Au titre de la protection de la population, Klaus-Henning Rosen, directeur général BMI (Allemagne), a tracé un portrait saisissant des inondations ayant touché une bonne partie de l'Europe, dont l'Allemagne. Ce qui a beaucoup frappé les experts est l'ampleur et la durée du phénomène qui a touché des zones peu soumises à ce genre de catastrophes et presque «par conséquent» peu préparées à

Bernard Kouchner:
«La pauvreté et la
misère sont les
authentiques défis
de notre monde.»

Cette conférence, ouverte au public, se voulait être à la fois le point d'orgue des manifestations organisées sur le site de Meyriez/Morat, et un «inventaire» des défis que devra relever notre politique de sécurité et notre politique extérieure. Des personnalités politiques suisses et étrangères ainsi que des experts de premier plan étaient invités à apporter leurs éclaircissements sur des sujets brûlants, un an après les attentats du 11 septembre. Quant aux conseillers fédéraux Josef Deiss, chef du DFAE et Samuel Schmid, chef du DDPS, ils ont conclu la journée en s'exprimant sur le thème «Rôle et responsabilité de la conduite politique».

RENÉ MATHEY

Des hommes et des femmes de premier plan, un décor presque bucolique sur une scène toute de bois vêtue, tout était réuni pour aborder des thèmes graves, parfois douloureux, comme la protection de la population, la promotion de la paix, l'aide humanitaire et la voix de l'économie. Un parterre d'invités souvent de haut niveau, des représentants politiques et presque tout ce que la Suisse compte comme patrons cantonaux des services de sécurité, et même Nelly Wenger, étaient de la partie. Quelques curieux aussi, tout surpris de ne pas avoir été fouillés à l'entrée, ni encadrés par un service d'ordre très discret. Rien qui ne ressemblât, de près ou de loin, au Forum de Davos. Le décor était planté, serein et courtois.

C'est le professeur Curt Gasteyger, IUHEI, Genève, qui a été chargé de l'introduction. En quelques mots, il a tracé un portrait de notre monde, de tout ce qui le bouleverse. Depuis les problèmes d'immigration jusqu'à



**Bernard Kouchner
et le général
Klaus Reinhardt:
le civil et le militaire
pour un combat
pour la paix.**

affronter ces événements. Imaginez que ces inondations se sont déroulées sur plus de 2000 kilomètres. Elles ont mobilisé plus de 40 000 sapeurs-pompiers et 250 000 militaires et plus de 20 000 personnes des services techniques et encore quelque 12 000 membres d'organisations humanitaires comme la Croix-Rouge. Actuellement, le coût des dégâts est estimé à plus de 25 milliards d'euros, sans compter la remise en état qui est loin d'être terminée. Même si ce genre de catastrophe a généré une solidarité internationale extraordinaire, il est nécessaire que celle-ci se poursuive. Ce qui montre bien que passé les premiers événements (hypermédiatisés!), la communauté, lors même qu'elle s'est montrée extraordinairement généreuse, a une tendance naturelle à se «retirer». Parmi d'autres enseignements que l'on peut retirer de ce genre de catastrophe est le fait que bien peu d'intervenants sont préparés à affronter les situations qui dépassent l'entendement, le sociologiquement supportable. Ce qui prouve bien le rôle prépondérant de la coordination et de la conduite des secours, non seulement sur l'événement lui-même, mais aussi sur sa durée. Prévention et surtout information sur les zones touchées sont indispensables à la gestion d'une catastrophe.

Beaucoup attendaient le rapport de Ed Plaugher, Fire Chief du Arlington County Fire Dept (USA), qui dirigea l'intervention suite à l'attentat du 11 septembre 2001 contre le Pentagone. Ce rapport, très documenté et précis, a illustré de façon magistrale les difficultés de la gestion des secours sur un bâtiment aussi étendu que le Pentagone. Mais le plus impressionnant aspect de ce rapport est d'avoir mis en perspective que la plus grande nation du monde s'est trouvée presque désorganisée, démunie face à une agression de l'ordre de l'impensable, voire de l'impossible. Et pourtant...

Plus près de nous, c'est avec beaucoup de retenue et d'émotion que le général E.R. D' h.c. Klaus Reinhardt, commandant des

Forces terrestres alliées d'Europe centrale et ancien commandant de la KFOR Allemagne a illustré les difficultés de la promotion de la paix dans les régions d'ex-Yougoslavie. Pour lui, les missions ne se mesuraient pas seulement à l'aune des objectifs stratégiques ou politiques décidés dans des conseils et autres réunions de chefs d'Etats en Europe. Le maintien de la paix entre les différentes communautés passait aussi par des impératifs aussi «simples» que manger, se soigner, retrouver les siens, etc. Comment, dès lors, concilier les missions humanitaires avec celles de la sécurité des troupes engagées et des communautés?

C'est là, peut-être, qu'intervient le rôle joué par l'ancien chef de la Mission des Nations Unies au Kosovo (MINUK), le D' Bernard Kouchner. La réunion de ces deux volontés (le militaire et le civil) a souvent permis de réaliser des miracles. Parce que, comme l'a souligné Bernard Kouchner, le maintien de la paix va bien au-delà d'une présence militaire. Il s'agit de rétablir l'ordre institutionnel. Ce rétablissement passe par le respect des communautés, de l'autre: «Nous ne sommes pas là pour remplacer qui ou quoi que ce soit, mais pour secourir et aider.» Cette frontière n'est pas simple à identifier. Tellement d'ailleurs que comme le déclare Bernard Kouchner: «La légalité se construit souvent dans l'illégalité...». Et puis, pour lui, parler de la promotion de la paix c'est aussi reconnaître que la pauvreté et la misère sont les authentiques défis de notre monde. A tel point que ces deux éléments représentent un terreau idéal pour les terroristes et qu'ils savent l'exploiter.

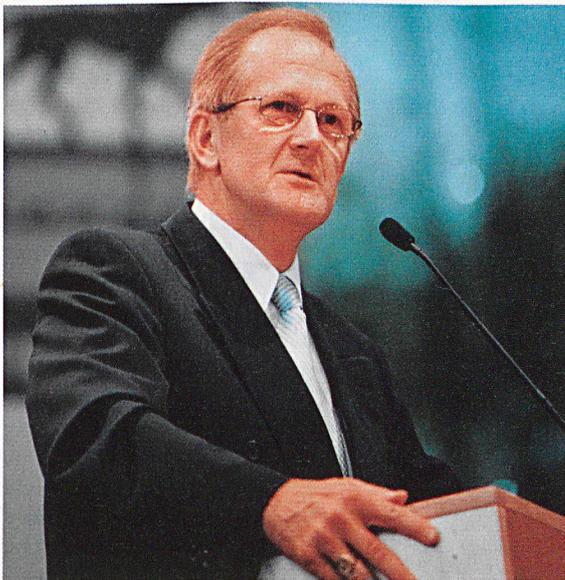
Dans le registre de l'aide humanitaire, Jakob Kellenberger, président du CICR, et M^{me} Janet Lin, directrice UNHCR, ont rappelé le rôle indispensable que jouent ces deux institutions dans les conflits et les catastrophes qui touchent les plus démunis. Le rôle de la Suisse dans l'aide humanitaire a été rappelé par le divisionnaire Christophe Keckeis, ancien

commandant du détachement hélicoptères en Albanie.

Le rôle de l'économie dans ce vaste sujet de la sécurité dans l'ouverture a été apporté par Rolf Dörig, Chairman suisse du Crédit Suisse. Finalement, un long monologue à la fois plaintif et arrogant, sur la nécessité de maintenir une économie suisse en bonne santé, notamment le secteur bancaire. Ce que bien évidemment personne n'aurait l'idée de contester.

Il appartenait aux conseillers fédéraux Josef Deiss et Samuel Schmid d'apporter leurs conclusions sur ce cycle de conférence. Pour le chef du DFAE, la question de la sécurité est conditionnée par sa complexité. A son avis, aux dangers de nature globale, il n'y a que des réponses globales. Et c'est l'ONU seule qui peut les donner. Et puis, il y a la communauté internationale qui attend que la Suisse prenne ses responsabilités, ce que compte bien faire Josef Deiss dans les trois directions que sont la promotion de la paix, la défense des droits de l'homme et le développement durable. Même si la promotion civile de la paix n'a rien de spectaculaire, elle demande des moyens. C'est une stratégie de grande envergure qui associe la société civile, l'économie, les Etats et les organisations internationales: «Un Etat seul peut déclencher la guerre. Mais pour instaurer la paix, les efforts de tous sont nécessaires.»

Ces propos sont partagés par Samuel Schmid qui remarque d'emblée que les responsables de la conduite politique du pays doivent pouvoir analyser pour mesurer les réalités. S'agit-il d'approfondir les connaissances sur un aspect particulier d'une réalité complexe, ou avoir une vision d'ensemble, mais plus superficielle de cette même réalité? Dans tous les cas de figure, les autorités doivent au moins voir et comprendre les besoins de la population. De même, l'avis et l'accord de cette même population sont essentiels à la définition des objectifs comme à la conduite. □



Le conseiller fédéral Josef Deiss:
«Un Etat seul peut déclencher la guerre. Mais pour instaurer la paix, les efforts de tous sont nécessaires.»

Le conseiller fédéral Samuel Schmid:
«Les autorités doivent au moins voir et comprendre les besoins de la population.»

